



HAL
open science

2017 : prélude à un cycle électoral déterminant

Olivier Dabène, Erica Guevara, Frédéric Louault

► To cite this version:

Olivier Dabène, Erica Guevara, Frédéric Louault. 2017 : prélude à un cycle électoral déterminant. Olivier Dabène (dir.). Amérique latine. L'année politique 2017, Les Etudes du CERI n°233-234, , pp.60-76, 2018, <10.25647/etudesduceri.233-234.10>. <hal-03393481>

HAL Id: hal-03393481

<https://sciencespo.hal.science/hal-03393481v1>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

2017 : prélude à un cycle électoral déterminant

Par Olivier Dabène, Erica Guevara et Frédéric Louault

Le calendrier électoral des années 2018 et 2019 étant particulièrement chargé¹, 2017 s'est apparentée à un lever de rideau. Seules trois élections présidentielles ont eu lieu (Equateur, Chili, Honduras), dont une (Chili) s'est traduite par une alternance importante qui vient confirmer le virage conservateur de l'Amérique du Sud. En Equateur, Lenín Moreno, longtemps vice-président du pays, est parvenu à l'emporter de justesse, ce qui n'annonce pas nécessairement la poursuite de la révolution citoyenne de Correa². Au Honduras aussi la continuité a prévalu, avec la réélection très controversée de Hernández.

Ailleurs dans le continent, quatre Etats du Mexique ont tenu des élections (gouverneur de l'Etat de Mexico, gouverneur, députés et maires dans les Etats de Nayarit et Coahuila, et maires dans le Veracruz). Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a conservé de justesse l'Etat de Mexico, son bastion depuis quatre-vingt-sept ans, et Coahuila³, mais il a perdu Nayarit. Parallèlement, l'Argentine a renouvelé la moitié de sa Chambre des députés (cent vingt-sept sièges) et un tiers du Sénat (vingt-quatre sièges), accordant une belle victoire au président Macri. De son côté, la Bolivie a désigné les titulaires des quatre organes du pouvoir judiciaire⁴, parmi une liste de quatre-vingt-seize candidatures présélectionnées par l'Assemblée législative au cours d'une session mouvementée le 31 août. L'opposition avait contesté cette sélection et appelé les électeurs à annuler leur vote le 3 décembre. Dans un contexte tendu par l'annonce de la Cour suprême autorisant Evo Morales à se présenter aux élections de 2019, le vote nul a dépassé les 50 % des voix pour les quatre élections. Enfin, le Nicaragua a désigné les maires et conseillers municipaux de ses cent cinquante-trois communes, offrant une écrasante victoire au parti du président Daniel Ortega.

Au-delà des enseignements que l'on peut tirer de ces diverses élections, l'année 2017 a été marquée par les rendez-vous électoraux qui ont ponctué le développement de la crise vénézuélienne. Après le report des élections régionales et l'annulation du référendum révocatoire en 2016, les Vénézuéliens ont été appelés à se rendre aux urnes quatre fois cette année : la première fois de façon irrégulière afin de dénoncer l'organisation d'une élection pour une assemblée constituante⁵ ; la deuxième pour élire les cinq cent quarante-cinq membres de cette assemblée ; la troisième pour choisir les gouverneurs des vingt-trois Etats ; la quatrième pour désigner les trois cent trente-cinq maires des communes du pays. Les élections régionales se sont soldées par une large victoire du camp chaviste, à l'issue d'une campagne électorale marquée par de multiples manœuvres destinées à rendre la victoire de l'opposition impossible⁶. En réaction, l'opposition a boycotté les municipales.

¹ Elections présidentielles prévues en 2018 au Costa Rica, à Cuba, en Colombie, au Paraguay, au Mexique, au Brésil et au Venezuela ; et en 2019 en Bolivie, en Argentine, au Guatemala, au Salvador, au Panama et en Uruguay.

² Lire l'analyse de Marie-Esther Lacuisse dans ce volume.

³ De multiples irrégularités ont retardé l'annonce officielle des résultats.

⁴ Conseil de la magistrature, Tribunal agro-environnemental, Tribunal constitutionnel plurinational, Tribunal suprême de justice.

⁵ Référendum organisé par l'Assemblée nationale où l'opposition est majoritaire.

⁶ Lire l'analyse de Javier Corrales dans ce volume.

Tableau 1
Les élections en 2017

Date	Pays	Type d'élection	Vainqueur et parti**	Tendance
19 février	Equateur*	Présidentielle 1 ^{er} tour, législatives et référendum	Lenín Moreno (AP)	Gauche
2 avril	Equateur	Présidentielle 2 ^e tour	Lenín Moreno (AP)	Gauche
4 juin	Mexique	Etats (4)	Mexico : del Mazo (PRI) Nayarit : Echevarria (PAN) Coahuila : Riquelme (PRI)	Centre et droite
16 juillet	Venezuela	Référendum***	Opposition	
30 juillet	Venezuela	Assemblée constituante****	GPPSB (545/545)	Gauche
15 octobre	Venezuela	Régionales****	GPPSB (18/23)	Gauche
22 octobre	Argentine	Législatives	Changeons	Droite
5 novembre	Nicaragua	Municipales	FSLN (135/153)	Gauche
19 novembre	Chili	Générales	Sebastián Piñera (Allez le Chili)	Droite
26 novembre	Honduras*	Générales****	Juan Orlando Hernández (PN)	Droite
3 décembre	Bolivie	Institutions judiciaires		Gauche
10 décembre	Venezuela	Municipales	GPPSB (306/335)	Gauche
17 décembre	Chili	Présidentielle 2 ^e tour	Sebastián Piñera (Allez le Chili)	Droite

* Pays où l'Opalc a déployé des observateurs dans le cadre de son partenariat avec l'Organisation des Etats américains

** Partis : Alliance pays (AP, Equateur) ; Grand pôle patriotique Simon Bolivar (GPPSB, Venezuela) ; Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, Mexique) ; Parti d'action nationale (PAN, Mexique) ; Changeons (coalition soutenant le président Macri, composée de l'Union civique radicale [UCR], Proposition radicale [PRO], et la Coalition civique [CC], Argentine) ; Front sandiniste de libération nationale (FSLN, Nicaragua) ; Parti national (PN, Honduras) ; Allez le Chili (Alliance entre l'Union démocrate indépendante [UDI], Rénovation nationale [RN], le Parti régionaliste indépendant [PRI], et Evolution politique [Evópoli], Chili)

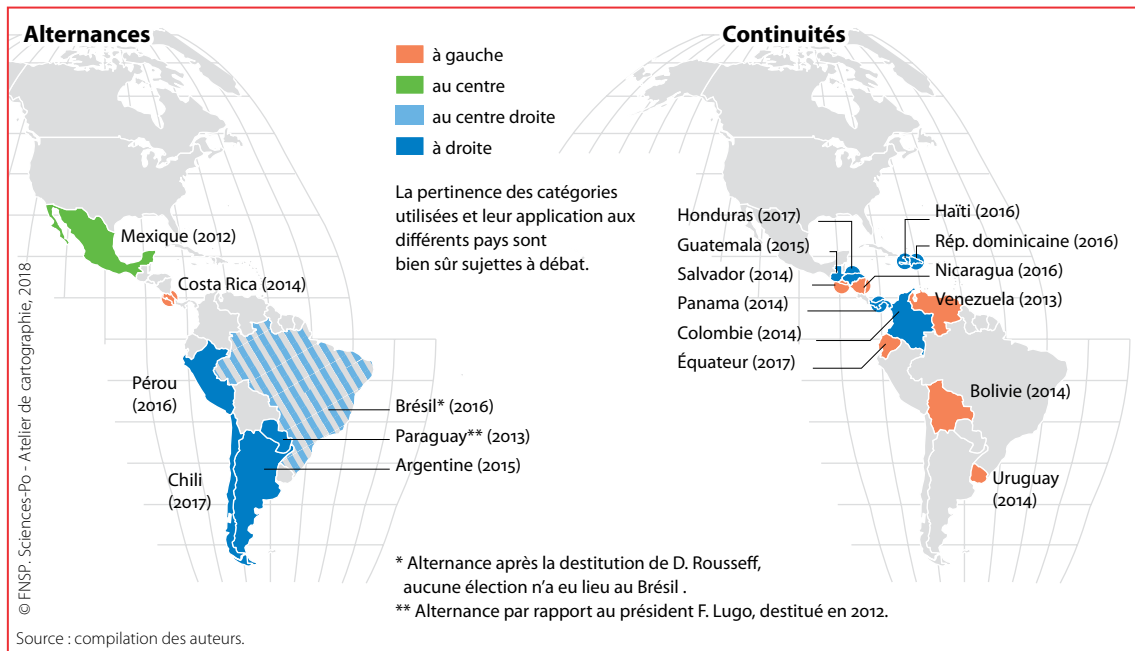
*** Référendum non officiel

**** Résultats contestés par l'opposition

Les éditions 2015 et 2016 d'*Amérique latine - L'année politique*⁷ concluaient que les alternances ne devaient pas être surinterprétées en termes de basculement gauche/droite. L'usure « naturelle » de gouvernements de gauche en place depuis une décennie ou plus, conjuguée à la mauvaise conjoncture économique, suffisaient à expliquer les défaites électorales, sans qu'il y ait nécessairement un réalignement décisif des préférences des électeurs vers la droite. Au Chili, Sebastián Piñera a bien assuré une victoire de plus à la droite en 2017, mais il convient à nouveau d'être prudent. La faible participation électorale donne plus d'influence au vote de rejet dont ont déjà été victimes Michelle Bachelet (en 2009) et Piñera lui-même (en 2013). L'impopularité de la classe politique est telle au Chili que le pays semble condamné aux alternances tous les quatre ans.

⁷ Opalc, *Les Etudes du CERI*, n° 217-218 (www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/Etude_217-218.pdf) et n° 226-227 (www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/Etude_226-227.pdf).

Figure 1
Alternances et continuités aux élections présidentielles, 2011-2017



Dans quel contexte se sont déroulées ces élections ? Comment expliquer ces résultats ? Et quelles perspectives générales se dégagent ? Ce chapitre répond à ces questions et propose un focus sur l'Équateur, avec une géographie et une sociologie du vote.

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Un contexte économique moins défavorable⁸

Avec une croissance estimée à 1,2 % (contre -0,9 % en 2016⁹), la conjoncture économique et sociale de l'Amérique latine en 2017 s'est améliorée, mais le rythme et l'ampleur de la reprise ne permettent pas de dissiper totalement les craintes des classes moyennes. Dans les pays qui ont tenu des élections, la conjoncture est très variable, plutôt favorable en Amérique centrale (Nicaragua et Honduras), moins en Argentine, au Chili et au Mexique. Le Venezuela continue de se débattre avec une crise d'une ampleur sans précédent, une croissance négative (-7,2 %) et une inflation estimée à plus de 650 % par le Fonds monétaire international (FMI).

Les pays dont la croissance est fortement corrélée à la demande extérieure ont montré des signes de faiblesse. Ainsi en Equateur, la baisse du cours du pétrole a provoqué une chute

⁸ Cette partie reprend et actualise les analyses de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) : *Estudio económico de América latina y el Caribe 2017* (www.cepal.org/es/publicaciones/42001-estudio-economico-america-latina-caribe-2017-la-dinamica-ciclo-economico-actual).

⁹ Estimation du FMI en octobre 2017.

des recettes fiscales en 2016. Le pays a dû recourir à l'emprunt, accentuant son endettement à l'égard de la Chine en particulier. La croissance a toutefois rebondi début 2017, en partie grâce à la consommation des ménages. Le Mexique a aussi connu un tassement de sa croissance. Les incertitudes liées aux mesures protectionnistes annoncées par Donald Trump sont un handicap supplémentaire. Le Chili, de son côté, a été pénalisé par les cours du cuivre, descendus sous leur niveau de 2015. La contraction des recettes fiscales a entraîné une hausse des déficits publics.

En Argentine, la reprise économique promise par Mauricio Macri a tardé à se faire sentir, mais la croissance s'est accélérée à l'approche des élections. Après un tassement de 2,2 % en 2016, la croissance a dépassé les 4,5 % au troisième trimestre de 2017, grâce à une hausse des investissements publics. La relance est aussi favorisée par l'amélioration de la situation économique du voisin brésilien. Les consommateurs les plus modestes ont été pénalisés par une inflation qui a atteint 41 % en 2016. Elle baisse substantiellement en 2017.

Finalement, le Honduras et le Nicaragua ont été avantagés par la diminution de leur facture pétrolière. Dans ces deux pays, la demande intérieure alimente une solide croissance.

Tableau 2
Indicateurs économiques

Pays	Croissance*	Inflation**	Termes de l'échange***
Equateur	0,7 % (+2,2)	1,1 % (+0,1)	81,6 (-2,2)
Mexique	2,2 % (-0,1)	6,2 % (+2,8)	89 (-4,3)
Venezuela	-8 % (+1,7)	650 % (+400)	52,3 (-11)
Argentine	2,4 % (+4,6)	24 % (-18,4)	107,3 (+6,5)
Nicaragua	4,5 % (-0,2)	3,1 % (=)	115,4 (+1,7)
Chili	1,5 % (-0,1)	2,6 % (-0,1)	87,9 (+1,9)
Honduras	3,7 % (-0,1)	4,1 % (+1,1)	87,3 (+0,1)

* Prévisions de croissance pour 2017. Entre parenthèses figure la variation par rapport à 2016.
 ** Variation annuelle des prix en mai 2017. Entre parenthèses figure la variation par rapport à décembre 2016.
 *** Chiffres provisoires correspondant à 2016. Indice 100 en 2010. Entre parenthèses figure la variation par rapport à 2015.
 Sources : Cepal, Estudio económico de América latina y el Caribe 2017. Pour l'inflation au Venezuela : FMI, *World Economic Outlook 2017*.

Des mobilisations sociales toujours soutenues

La conflictualité sociale n'a pas diminué en 2017 en Amérique latine. Diverses tendances continuent à converger qui alimentent les mouvements sociaux : faiblesse de la reprise économique, multiplication des affaires de corruption de grande ampleur, projets d'infrastructures potentiellement dangereux pour l'environnement et le cadre de vie des populations indigènes, ineptie de certains gouvernements.

Le cas du Guatemala, qu'*Amérique latine - L'année politique 2016* qualifiait d'emblématique, a encore retenu l'attention en 2017¹⁰. Le président Jimmy Morales a ainsi tenté de se débarrasser du chef de la Commission internationale contre l'impunité (CICIG), ce qui a provoqué de nombreuses protestations. Autre pays traditionnellement classé parmi les démocraties de qualité médiocre, le Paraguay a donné une leçon de vigilance citoyenne. La tentative de réforme de la Constitution visant à autoriser la réélection du président a occasionné des manifestations massives dans le pays. La réforme a finalement été abandonnée.

Dans les pays andins, ce sont les projets miniers qui suscitent de légitimes préoccupations. En Colombie, une étude a montré que 63 % de la population estime que les activités minières sont une bonne chose pour le pays. Dans les zones minières, en revanche, seuls 36 % des habitants ont une opinion positive des entreprises opérant dans leur région¹¹. Rien d'étonnant donc à ce que les consultations à l'échelle locale se traduisent par un rejet massif des projets miniers. En 2017, plusieurs communes ont organisé des référendums : le 26 février, les habitants de Cabrera (Cundinamarca) ont refusé à 97,3 % les activités minières ; le même résultat a ensuite été enregistré le 26 mars à Cajamarca (Tolima) et le 4 juin à Cumaral (Meta), avec respectivement 97,9 % et 96,9 %. Encouragées par une décision de la Cour constitutionnelle (SU 133, 2017) reconnaissant l'autonomie des communes et leur liberté de décider si elles souhaitent ou non le développement de telles activités sur leur territoire à l'issue de consultations populaires¹², une quarantaine d'autres communes envisagent d'organiser des enquêtes analogues.

Dans les autres pays miniers d'Amérique du Sud et au Mexique, de telles consultations sont rares et les conflits se multiplient et se durcissent. Au Pérou, les conflits « socio-environnementaux » provoqués par les activités minières représentent 72,5 % de l'ensemble des conflits sociaux en 2017. Dans ce pays, leur nombre a toutefois diminué au premier semestre 2017¹³. Le secteur minier voit aussi se développer des conflits sociaux « classiques » portant sur des revendications liées aux conditions de travail et aux salaires. Au Chili, les travailleurs de la mine Escondida (20 % de la production nationale de cuivre) ont été en grève du 9 février au 23 mars 2017.

Liées ou non aux projets miniers, les infrastructures suscitent aussi une opposition parfois violente. En Bolivie, le projet de construction d'une route traversant un territoire indigène et parc national (TIPNIS) avait entraîné en 2011 une marche des populations indigènes jusque dans la capitale, contraignant Evo Morales à faire voter une loi consacrant l'intangibilité du territoire. En 2012, le gouvernement a organisé une série de consultations dans chacune des communautés concernées, qui s'est soldée par un vote favorable à la route. Les conditions d'organisation de ces scrutins ont été vivement critiquées par de nombreuses organisations de défense des peuples indigènes¹⁴. Passant outre, Morales a relancé le projet en 2017 et

¹⁰ Lire l'analyse de Nordin Lazreg dans ce volume.

¹¹ Asociación Colombiana de Minería, « Brújula Minera 2017 ».

¹² Décision disponible en ligne : www.corteconstitucional.gov.co/relatoria/2017/su133-17.htm.

¹³ Defensoría del Pueblo : www.defensoria.gob.pe/modules/Downloads/conflictos/2017/Reporte-Mensual-de-Conflictos-Sociales-N-162---Agosto-2017.pdf.

¹⁴ Lire par exemple l'analyse de Gonzalo Colque publiée sur le site de la Fondation Tierra (15 septembre 2017) : www.ftierra.org/index.php/opinion-y-analisis/780-tipnis-bajo-asedio.

fait voter une loi annulant le caractère intangible du parc, suscitant de nouveau la colère des défenseurs du territoire.

En Colombie, la politique de lutte contre le narcotrafic engendre des dérapages et des violences, comme le 6 octobre dans la municipalité de Tumaco sur la côte pacifique, avec un solde de sept morts, ou le 27 novembre dans le Nariño (treize morts assumés par l'Armée de libération nationale). Les zones de culture de la feuille de coca ont augmenté de plus de 50 % en 2017, provoquant une nouvelle guerre contre les trafiquants.

Au Chili, l'interminable lutte des Mapuches a une nouvelle fois provoqué des violences en 2017. Les demandes de restitution des terres ancestrales et de reconnaissance des us et coutumes ne sont pas entendues. Et aux actes violents (camions incendiés), l'Etat chilien a opposé la loi antiterroriste. Le conflit est resté désespérément enlisé.

Enfin, l'année 2017 a aussi été marquée par le « printemps vénézuélien »¹⁵. Les manifestations contre la dérive autoritaire du régime ont été violemment réprimées.

La lente récupération des cours des matières premières n'est pas de nature à calmer les mouvements sociaux. L'Amérique latine continue de privilégier le modèle extractiviste de développement peu respectueux de l'environnement et des droits de l'homme.

Des soutiens variables

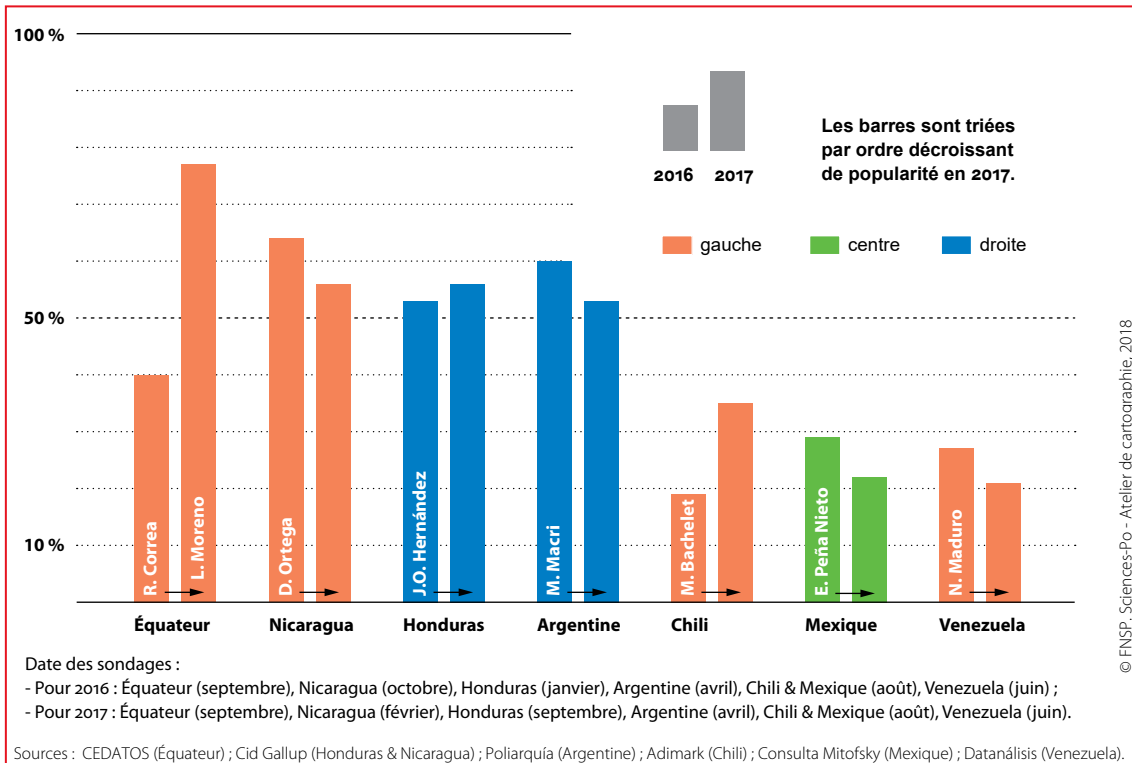
Dans les pays qui ont connu des élections en 2017, la popularité des présidents a été très variable. En Amérique centrale, les présidents du Nicaragua et du Honduras ont bénéficié de forts soutiens, ce qui leur a permis d'être réélus, Daniel Ortega en 2016 et Juan Orlando Hernández en 2017 (ce dernier dans des conditions suspectes). En Equateur, Correa est parvenu à préserver ses soutiens tout au long de ses deux mandats. Sa cote de popularité s'est toutefois érodée sur la fin, ce qui explique en partie la victoire serrée de son successeur Lenín Moreno. Ce dernier a ensuite profité d'un état de grâce. Mauricio Macri, en Argentine, a aussi abordé les élections législatives en position de force. Sa cote de popularité, tombée à 45 % en juillet, est remontée à 54 % en septembre.

La situation était bien différente au Chili, au Venezuela et au Mexique. La remontée de Bachelet dans l'opinion publique chilienne en 2017 n'a pas suffi à éviter l'alternance. Au Venezuela, Maduro se sachant minoritaire dans le pays a multiplié les manœuvres pour se protéger d'une défaite électorale. Le cas mexicain, enfin, est complexe. S'agissant d'élections de trois gouverneurs du même parti que le président (PRI), les réalités nationales et locales s'entremêlent. Si Peña Nieto est largement rejeté par les Mexicains, les gouverneurs le sont moins. Selon une enquête réalisée par Mexicopina¹⁶ en juin 2017, le soutien aux trente-deux gouverneurs était en moyenne de 39,5 % au niveau national, contre 22 % pour le président. Dans l'Etat de Mexico, le gouverneur sortant bénéficiait de 35,9 % de soutiens, contre 31,3 % dans le Nayarit et 28,3 % dans le Coahuila. Au final, seul le Nayarit a été perdu par le PRI.

¹⁵ Lire l'analyse de Javier Corrales dans ce volume.

¹⁶ « 4 panistas y 4 priistas : Los gobernadores "mejor" evaluados », *SPD Noticias*, 15 juin 2017.

Figure 2
Indice de popularité des présidents en 2016-2017



L'érosion des soutiens aux présidents ne se traduit pas nécessairement par des votes de défiance à l'égard de leur parti politique, mais elle crée un climat délétère qui impacte les campagnes électorales.

Une participation électorale inégale

Dans les trois pays qui ont procédé à une élection présidentielle, la participation a été inégale : constante en Equateur et au Honduras, où le vote est obligatoire ; en baisse au Chili au premier tour de la présidentielle. Dans ce pays, la réforme électorale de 2012 rendant l'inscription automatique mais supprimant le vote obligatoire s'était traduite en 2013 par une chute de la participation de plus de trente-huit points par rapport à 2009. Une nouvelle réforme en 2016 a fortement limité le financement des campagnes électorales. Dans un climat de crise de confiance, et en l'absence de renouvellement de la classe politique, l'élection présidentielle a tout de même fortement polarisé le pays, ce qui a provoqué un surcroît de mobilisation des électeurs au second tour.

Tableau 3
La participation aux élections en 2017

Statut du vote	Pays	Taux de participation	Type d'élection	Différence avec l'élection précédente
Obligatoire avec sanctions	Equateur	81,6 %	Présidentielle	+0,5 (2013)
	Honduras	57,5 %	Présidentielle	-3,6 (2013)
	Argentine	78 %	Législatives	-3 (2015)
	Bolivie	78 %	Judiciaires	-1,7 (2011)
Obligatoire sans sanctions	Mexique	59,2 %*	Gouverneurs	+5,9* (2016)
Non obligatoire	Chili	49 %	Présidentielle (2 ^e tour)	+7 (2013)
	Nicaragua**	51,7 %	Municipales	-5,3 (2012)
	Venezuela**	61 %	Régionales	+7,1 (2012)
	Venezuela**	47,3 %	Municipales	-11 (2013)
* Moyenne pour les trois élections de gouverneurs en 2017 (comparée à la moyenne pour les douze élections de gouverneurs en 2016)				
** Chiffres officiels contestés par l'opposition				

Au Venezuela, l'année 2017 a vu se dérouler une bataille féroce autour des chiffres de la participation électorale. Le Conseil national électoral (CNE) a annoncé 41,5 % de participation aux élections pour une assemblée constituante le 30 juillet, soit un peu plus de huit millions d'électeurs. L'opposition estimait de son côté que seuls 12 % des Vénézuéliens avaient voté. Il était important pour Maduro de montrer que son pouvoir de convocation était intact, voire même supérieur à celui de 2013. Cette année-là, il avait gagné l'élection présidentielle avec sept millions de voix. De son côté, l'opposition a estimé à plus de sept millions le nombre de Vénézuéliens ayant participé au référendum du 16 juillet. Ils étaient appelés à se prononcer sur l'opportunité d'élire une assemblée constituante et ont voté « non » à 98,5 %. En octobre, aux élections régionales, le CNE a annoncé un taux de participation de plus de 60 %, ce qui représente une hausse par rapport aux élections régionales de 2012 ; puis le CNE a décompté neuf millions de suffrages exprimés aux municipales. Dans les deux cas, l'opposition a contesté ces chiffres.

ANALYSE DES RÉSULTATS : LA VARIÉTÉ DU PANORAMA ÉLECTORAL LATINO-AMÉRICAIN

Les élections qui se sont tenues en 2017 ouvrent un cycle électoral déterminant en Amérique latine, avec pas moins de treize élections de premier ordre (présidentielles et/ou générales) entre 2018 et 2019. Compte tenu de leur place spécifique dans l'agenda électoral de la région, il est tentant d'analyser les résultats de ces scrutins comme un indicateur permettant de décrypter certains grands enjeux pour le cycle à venir, notamment l'hypothèse déjà très commentée – mais encore peu argumentée – d'un « virage à droite » dans la région.

La diversité des contextes et des configurations électorales (types d'élection, modes de scrutin et niveaux de pouvoir) appelle toutefois à la prudence à l'heure d'interpréter les résultats de ce lever de rideau électoral. En effet, aucune des théories classiques d'analyse des comportements et résultats électoraux ne permet de donner sens de manière globale aux

scrutins de 2017 en Amérique latine. L'ambition de généralisation par une analyse comparative rigoureuse des résultats s'évanouit dans la pluralité des élections considérées.

Nous avons donc choisi d'évoquer simplement quelques enjeux présents en 2017 et susceptibles de marquer le cycle électoral 2018-2019. Nous centrons ensuite notre attention sur l'analyse des résultats pour une seule étude de cas : l'élection présidentielle en Equateur, où la continuité au pouvoir du parti Alliance pays masque mal une série de mutations relatives aux comportements électoraux et à la géographie électorale.

Le modèle dit des « élections intermédiaires »¹⁷ peut permettre de comprendre, dans une certaine mesure, les résultats des élections législatives en Argentine, des élections municipales au Nicaragua et des élections régionales au Mexique, où la coalition gouvernementale Changeons, le FSLN et le PRI ont tous résisté au phénomène de vote-sanction (de manière assez classique en Argentine et au Nicaragua au vu de la popularité des chefs d'Etat et de la place du scrutin dans les agendas politiques nationaux ; de manière logique au Mexique en raison de la forte localisation des enjeux pour les élections régionales et de la relative déconnexion avec les enjeux politiques nationaux). Le modèle des « élections intermédiaires » aurait également pu constituer un outil stimulant pour interpréter les résultats des élections régionales du mois d'octobre au Venezuela, si ceux-ci n'avaient pas été contestés, donc délicats à mobiliser.

Quoi qu'il en soit, les bonnes performances électorales des candidats pro-gouvernement – quelles que soient leurs orientations politiques – ne doivent pas donner lieu à surinterprétation. Elles n'indiquent en rien une position de force des titulaires dans la perspective des élections présidentielles de 2018 au Mexique et au Venezuela, puis de 2019 en Argentine¹⁸. Par ailleurs, ce modèle n'est d'aucune utilité pour qui souhaite comprendre les luttes de pouvoir autour de l'élection de l'assemblée constituante qui s'est tenue au Venezuela au mois de juillet, puis des élections municipales qui y ont été organisées au mois de décembre. Cette année électorale, marquée par trois élections officielles (dont deux ont été boycottées par l'opposition et la troisième a été contestée), met à mal toute tentative d'analyse des résultats qui chercherait à articuler les élections intermédiaires locales aux enjeux de politique nationale (traduction électorale de l'impopularité du gouvernement, abstention différentielle, vote-sanction).

Pour ce qui est des élections dites de « premier ordre » (élections générales en Equateur, au Chili et au Honduras), la poussée à droite n'est que relative. L'alternance au Chili, marquée par le retour au pouvoir de Sebastián Piñera, consolide de manière incontestable le tournant conservateur dans le cône Sud après les élections de Horacio Cartes au Paraguay (2013) et de Mauricio Macri en Argentine (2015), puis la destitution de Dilma Rousseff au Brésil (2016). Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette alternance chilienne, notamment la mise en œuvre d'un agenda de réformes ambitieux (sur la base du projet « Cinquante réformes en cent jours ») dans une conjoncture économique délicate marquée par une baisse des cours du cuivre¹⁹. Le manque de pédagogie dans les actions gouvernementales a en outre renforcé le

¹⁷ J.-L. Parodi, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n° 903, avril 1983, pp. 42-72 ; R. Magni-Berton, « Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils les élections intermédiaires ? », *Revue française de science politique*, Vol. 58, n° 4, 2008, pp. 643-656.

¹⁸ Au Nicaragua, où Daniel Ortega a été réélu en novembre 2016, la prochaine élection présidentielle n'est prévue que pour 2021.

¹⁹ Lire l'analyse d'Antoine Faure et Antoine Maillet dans ce volume.

mécontentement de l'opinion – en particulier l'électorat jeune – à l'égard de la majorité sortante, tandis que l'électorat conservateur se mobilisait, échaudé par les réformes sociétales progressistes du gouvernement Bachelet (dépénalisation partielle de l'avortement thérapeutique, union civile pour les couples de même sexe).

Plus généralement, cette troisième alternance consécutive (après celles de 2009 et 2013) traduit avant tout une perte de repères et une volatilité croissante de l'électorat dans un contexte politique, économique, social et sociétal en pleine mutation, ainsi qu'une crise de confiance plus générale à l'égard des dirigeants politiques et de leur capacité à répondre aux nouvelles demandes. Plus qu'un engouement pour le programme et la personnalité de Piñera, le vote des Chiliens peut être interprété comme une sanction à l'encontre du bilan de Bachelet. Ce vote de rejet est marqué par deux évolutions considérables des comportements électoraux : la désertion²⁰ et la dispersion électorales aux dépens des partis gestionnaires. La participation n'a été que de 46,7 % au premier tour et les candidats des deux principales alliances (Allez le Chili et Nouvelle majorité) n'ont totalisé à eux deux qu'à peine 60 % des suffrages exprimés, contre plus de 70,1 % en 2013 et 73,6 % en 2009. Les candidats protestataires se sont affirmés tant à gauche qu'à droite (20,3 % des voix pour Beatriz Sánchez, du Frente Amplio ; 7,9 % pour le candidat d'extrême droite José Antonio Kast). La portée politique et symbolique de l'alternance au Chili est d'ailleurs notable, puisque c'est en partie grâce au soutien apporté entre les deux tours par le candidat de l'extrême droite que Piñera a pu remporter l'élection. Néanmoins, ce dernier devra composer avec une base législative fragile et naviguer dans un système politique en pleine recomposition après la réforme du système électoral votée sous Bachelet. L'instauration du mode de scrutin à la proportionnelle²¹ fait évoluer les modalités de représentation et la nouvelle fragmentation du pouvoir législatif implique une adaptation des pratiques politiques. Les relations exécutif-législatif inaugurent donc une configuration inédite, ce qui constitue un défi de gouvernabilité pour le nouveau président. Ce double mouvement de désertion électorale et d'affirmation d'une offre politique protestataire constituera l'un des enjeux à suivre pour le cycle électoral de 2018-2019.

Au Honduras, la réélection de Juan Orlando Hernández (Parti national) face au candidat de gauche Salvador Nasralla (Alliance de l'opposition contre la dictature) pourrait être considérée, en théorie, comme un élément supplémentaire étayant l'hypothèse d'un virage à droite d'ampleur continentale. Mais les conditions rocambolesques dans lesquelles les élections ont été préparées et se sont déroulées tendent au contraire à délégitimer le président sortant, reconnu vainqueur le 17 décembre par le Tribunal suprême électoral après trois semaines de tensions post-électorales. Dans le second rapport préliminaire publié le même jour par l'Organisation des Etats américains (OEA) dans le cadre de la Mission d'observation électorale, le processus dans son ensemble a d'ailleurs été jugé « de mauvaise qualité électorale » et la mission considère qu'elle « ne peu[t] pas affirmer que les doutes ont été éclaircis »²².

²⁰ Ce phénomène est surtout visible depuis les élections de 2013, à la suite de la réforme électorale de 2012 qui a rendu l'inscription sur les listes électorales automatique mais le vote facultatif.

²¹ La loi 20.840 du 5 mai 2015 a mis fin au système binominal au profit d'un système proportionnel inclusif pour les élections législatives. Le nouveau système a été inauguré lors des élections législatives de 2017 (www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1077039).

²² OEA, Informe MOE. Segundo informe preliminar de la Misión de Observación Electoral en Honduras,

Face à ces « sérieux doutes » quant à l'intégrité des résultats, l'OEA a ensuite recommandé l'organisation d'un nouveau scrutin. Les Etats-Unis ont quant à eux reconnu les résultats officiels, faisant fi des multiples dénonciations de fraude et de la position adoptée par l'OEA²³. Depuis le soir du scrutin, l'opposition hondurienne, emmenée par le candidat battu et par l'ancien président Manuel Zelaya (qui avait été destitué en 2009 à la suite d'un coup d'Etat militaire), se mobilise dans les rues pour revendiquer la victoire et contester la réélection de Hernández. Dans le même temps, l'Organisation des nations unies (ONU) et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont dénoncé un « usage excessif de la force » ayant causé la mort d'une douzaine de manifestants. Le Honduras se retrouve embourbé dans une impasse politique qui n'est pas sans rappeler la situation au Mexique après l'élection de Vicente Calderón contestée par Andrés Manuel López Obrador²⁴.

Dans un tel contexte, une analyse sérieuse des résultats est impossible. Cette dérive électorale laisse en revanche apparaître un autre enjeu qui sera crucial pour la période 2018-2019 : l'accompagnement interne et international des processus électoraux en amont, pendant et en aval des scrutins. Sur ce point, deux défis majeurs peuvent être identifiés : 1) l'indépendance des autorités électorales et leur efficacité pour assurer la compétitivité électorale ; 2) l'implication des organisations internationales dans l'accompagnement des scrutins et leur capacité à décourager les fraudes sans s'ingérer dans les affaires internes des Etats où se tiendront les élections. L'Amérique latine se dirige en effet vers un cycle d'élections serrées dans des contextes polarisés, pour reprendre la formule du politologue Willibald Sonnleitner²⁵. Ces deux facteurs font peser des risques d'autant plus importants pour la stabilité des démocraties de la région que la confiance envers les institutions électorales est faible dans de nombreux pays²⁶.

Enfin, le cas de l'Equateur, que nous analysons plus en détails dans les lignes qui suivent, met à jour toute la complexité des recompositions électorales dans la décennie qui vient de s'écouler. Loin de constituer une exception dans une région dont les électorsats seraient en train de basculer vers une « droite » que les analystes peinent à conceptualiser, cette étude de cas nous amène à plaider pour une analyse fine des configurations nationales et de leurs mutations pour interpréter les résultats électoraux dans la région²⁷.

17 décembre 2017, pp. 12-13 (www.oas.org/fpdb/press/Segundo-Informe-Preliminar-MOE-Honduras-18dic-FINAL.pdf). Dans le premier rapport préliminaire, l'OEA émettait déjà de sérieux doutes quant à la qualité du scrutin et, en amont, quant à la légitimité même de la candidature de Juan Orlando Hernández (cette dernière, bien qu'autorisée par la Cour suprême, allant à l'encontre du principe constitutionnel de non-réélection).

²³ « U.S. signals support for incumbent president in disputed Honduras election », *Los Angeles Times*, 20 décembre 2017.

²⁴ Après avoir épuisé les recours légaux, López Obrador s'était déclaré « président légitime » du Mexique. Voir H. Combes, « Battre campagne avec le "président légitime" du Mexique. Carnet de terrain », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 71, 2009, pp. 47-67.

²⁵ W. Sonnleitner, « Elections serrées dans des contextes polarisés », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. Les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 131-159.

²⁶ Latinobarómetro, *Informe 2017*, p. 24 (« Confianza en el tribunal electoral/institución electoral, 2006-2017 »). La confiance moyenne envers les institutions électorales pour l'ensemble de l'Amérique latine est tombée de 44 % en 2015 à 29 % en 2017.

²⁷ Dans cette optique, l'Opalc-Sciences Po développe un ambitieux projet d'analyse électorale qui permettra de mieux saisir les évolutions des comportements électoraux en Amérique latine pour la période 2017-2019, sur la base d'enquêtes électorales menées dans les principaux pays où se tiendront des élections.

ANALYSE DE LA CARTOGRAPHIE DU VOTE AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES EN EQUATEUR EN 2017

Marquant la fin des dix années de gouvernement de Rafael Correa, l'élection présidentielle de 2017 en Equateur a suscité de nombreuses interrogations : était-ce la fin de la toute-puissance du parti Alliance pays, qui montrait des signes d'essoufflement depuis les élections municipales de 2014 ? Allait-on revenir à une situation d'instabilité politique semblable à celle des années 1996-2006 ? Dans quelle mesure l'« ère Correa » avait-elle conduit à une reconfiguration durable des comportements électoraux et des alliances partisans ? Malgré la victoire du candidat d'Alliance pays, Lenín Moreno (avec 51,2 % des voix), contre le candidat de la coalition CREO-SUMA²⁸, Guillermo Lasso (48,8 %), les résultats très serrés et les dynamiques particulières de report de voix entre les deux tours ont révélé l'apparition de nouvelles logiques de vote à l'échelle régionale et locale. Ces nouvelles configurations conduisent entre autres à remettre partiellement en question le clivage électoral classique entre les habitants des trois principales zones géographiques du pays, la Côte (Costa), la Cordillère (Sierra) et l'Amazonie (voir carte ci-dessous). Une analyse cartographique de l'évolution du vote pour Alliance pays entre 2006 et 2017, ainsi que les dynamiques spécifiques de l'élection de 2017 permettent ainsi de mettre en évidence des changements profonds dans le comportement électoral des Equatoriens, de plus en plus difficile à prévoir et à expliquer à l'aune des critères classiques de compréhension de la politique en Equateur.

Figure 3
Equateur : carte de repérage



²⁸ Alliance entre le parti libéral-conservateur Créant des opportunités (CREO) et le parti libéral-progressiste de centre droite Société unie pour plus d'action (SUMA) créé en 2012. Ce dernier avait participé à l'élection de 2013 avec pour candidat Mauricio Roldas, qui avait obtenu 3,9 % des voix.

Une inversion des tendances régionales ?

Au niveau provincial, la comparaison de la répartition géographique des résultats obtenus par Alliance pays aux différentes élections organisées entre 2006 et 2017 montre tout d'abord une inversion très claire, presque en miroir, du comportement des électeurs de la Côte, de la Cordillère et de l'Amazonie, qui tend à confirmer au premier abord la pertinence du clivage régional comme variable explicative du vote. En 2006, ce sont les électeurs des provinces situées dans la Cordillère, ainsi qu'en Amazonie²⁹, qui votent majoritairement pour Rafael Correa au second tour. Les provinces côtières, où se concentre la majeure partie de la population urbanisée du pays, boudent le nouveau parti Alliance pays, qui n'y obtient en moyenne qu'entre 30 et 40 % des voix. Dix ans après, la situation est inversée. L'électorat de Lenín Moreno se trouve essentiellement concentré sur les territoires côtiers : dans les provinces d'Esmeraldas, Santa Elena, Los Rios, et surtout de la très peuplée Manabi (plus d'un million d'électeurs), où le vote pour Alliance pays atteint les 66,8 %. Lenín Moreno remporte aussi la province côtière de Guayas, même si les résultats y sont plus contrastés car la deuxième ville du pays, Guayaquil, échappe à Alliance pays, ce qui n'était plus arrivé lors d'une présidentielle depuis l'élection de 2006. Le candidat Lasso remporte la bataille dans la province montagneuse de Pichincha, où sept cantons sur huit sont perdus par Alliance pays, dont, pour la première fois, celui de Quito jusqu'alors toujours gagné haut la main par Correa, avec des scores dépassant souvent les 58 %³⁰. L'opposition fait aussi des percées dans des provinces montagneuses autrefois acquises au corréisme, telles que Chimborazo, Cotopaxi ou Loja. Enfin, Alliance pays obtient ses plus mauvais scores dans les six provinces amazoniennes, dont cinq sont perdues. Il n'atteint par exemple que 34,8 % des votes là où le parti avait raflé 73,8 % dix ans auparavant, dans la province de Morona Santiago³¹. La capitalisation de ce revirement des électeurs par le candidat Lasso ne suffit cependant pas pour remporter l'élection. En effet, même si les provinces amazoniennes recouvrent une très grande partie du territoire, elles ne cumulent que moins d'un million d'électeurs sur douze. Numériquement, ce sont donc les provinces de la Côte qui comptent le plus grand nombre d'électeurs (plus de six millions), même si celles de la Cordillère suivent de près (avec plus de 5,7 millions). Ainsi, et malgré le basculement régional de l'électorat, l'élection de 2017 témoigne de la capacité d'Alliance pays à mobiliser dans les provinces les plus stratégiques du pays et à conserver un électorat suffisant pour remporter une élection présidentielle.

Occulté par la victoire indiscutable de Correa sur l'ensemble du scrutin de 2013, à l'occasion duquel Alliance pays avait gagné dès le premier tour (en atteignant 56,9 % des voix et en remportant l'ensemble des provinces sauf Napo, le fief de l'ancien président et candidat Lucio Gutiérrez), le clivage régional demeure toujours une variable intéressante pour étudier l'élection de 2017. Ainsi, il semble confirmer des signes de transformation régionale du vote qui avaient pu être observés dès 2009, lorsqu'un certain nombre de cantons des provinces

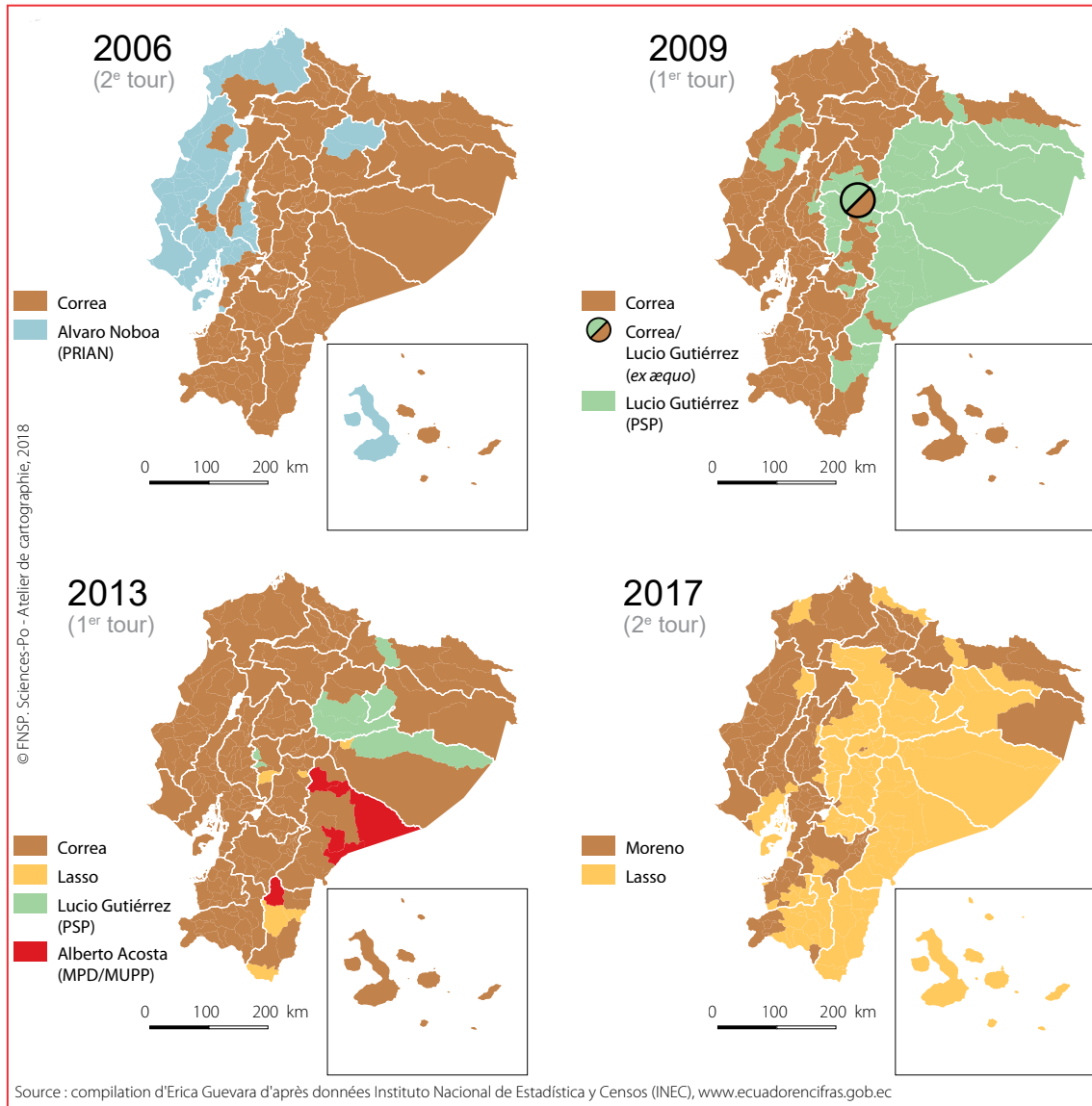
²⁹ Y compris dans la province de Napo, dont est originaire l'un des principaux candidats adverses, Gilmar Gutiérrez, député de ce territoire et frère de l'ancien président Lucio Gutiérrez.

³⁰ Correa a obtenu 73,9 % des voix à Quito au second tour de l'élection de 2006, 58,10 % en 2009, 58 % en 2013.

³¹ Alliance pays remporte quand même Sucumbios avec 50,5 %.

montagneuses du Bolivar, du Chimborazo et de Cotopaxi avaient été remportées par l'ancien président Lucio Gutiérrez, tout comme la plupart des cantons des provinces amazoniennes (de Morona Santiago, Napo, Orellana, Pastaza et Zamora Chinchipe).

Figure 4
Equateur : candidats en tête aux élections présidentielles, 2006-2017



L'importance des variables socio-économiques

Cependant, cette désaffection des provinces amazoniennes à l'égard d'Alliance pays quelques années à peine après l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa a suscité de nombreux questionnements et travaux qui ont permis d'identifier de nouvelles variables d'explication, notamment socio-économiques, qui remettent en question l'hypothèse d'une continuité des déterminations régionales, et concluent à la disparition partielle de certains schémas d'analyse habituels. Selon

l'hypothèse du chercheur Carlos Larrea³², les Equatoriens votent en fonction de leurs attentes en termes d'amélioration de leurs conditions de vie, au regard de leur expérience préalable. Ainsi, les groupes ayant le plus bénéficié des politiques des gouvernements Correa voteraient majoritairement pour Alliance pays, dans une logique électorale de type clientélaire.

Cette hypothèse semble confirmée par les études et les rapports sur l'évolution de la pauvreté en Equateur qui montrent que si le taux de pauvreté a fortement diminué dans le pays depuis 2002, cette baisse s'est faite de manière différenciée et a principalement concerné les habitants de la région de la Côte, les Afro-Equatoriens et la population des zones rurales. Les habitants des régions de la Cordillère, ainsi que les indigènes, ont moins voire peu bénéficié des politiques publiques de réduction de la pauvreté³³. Les territoires de la Côte, où se trouvent aussi de nombreux Afro-Equatoriens ont majoritairement voté pour Rafael Correa, notamment dans les provinces d'Esmeraldas, Manabi et Santa Elena. Ces territoires sont aussi ceux qui ont bénéficié d'investissements massifs de l'Etat à la suite des forts tremblements de terre de 2016. Malgré les importants dégâts produits par les séismes, les efforts déployés par le gouvernement pour assister les zones affectées ont été récompensés dans les urnes. L'inverse s'est produit dans la plupart des territoires à forte concentration de populations indigènes des régions amazoniennes et de la Cordillère, où le vote a eu tendance à favoriser le candidat Lasso.

L'analyse doit cependant être nuancée en fonction des différents groupes indigènes³⁴. Ainsi, autant les Huaorani que les Quechuas des provinces amazoniennes d'Orellana, de Pastaza et de Napo se sont détournés d'Alliance pays dès 2009. L'abandon par Rafael Correa de l'initiative Yasuni ITT en 2013, qui visait à éviter l'exploitation pétrolière dans les réserves naturelles de ces provinces, renforce encore plus la défection des habitants indigènes. C'est cependant plus au sud, dans les cantons de Morona Santiago et de Zamora Chinchipe, habités notamment par les Shuar, que les électeurs gardent leurs distances par rapport à ce parti, lui préférant nettement le Mouvement de l'unité plurinationale-Nouveau Pachakutik (MUPP-NP) ou un candidat de l'opposition au premier tour de chaque élection. Il est cependant intéressant de noter qu'en 2017, ce parti (allié à d'autres partis de gauche socialiste, dont Gauche démocratique) obtient de bons scores (entre 10 et 19,5 % des voix) dans les provinces de la Sierra à plus forte concentration d'indigènes, notamment à Cotopaxi, Cañar ou Chimborazo. Exceptions notables parmi les provinces les plus peuplées par des indigènes, les cantons d'Imbabura (Sierra) et ceux de Sucumbios (Amazonie) sont quand même remportés de façon assez nette par Lenín Moreno, suggérant des dynamiques provinciales spécifiques.

L'inclusion de critères socio-économiques dans l'analyse permet donc de nuancer la force des clivages régionaux, dans la mesure où ceux-ci mettent aussi en évidence les inégalités

³² Voir notamment la synthèse des résultats de l'étude menée par Carlos Larrea et son équipe de recherche de l'université andine Simon Bolivar (UASB) : « Configuración regional y social del voto en Ecuador : 2002-2011 », disponible sur : <http://uasb.edu.ec/UserFiles/372/File/pdfs/NOTICIASUCESOS/2013/Comportamientoelectoral2012UASB.pdf>.

³³ Voir par exemple S. Burgos Davila, « Evolucion de la pobreza y desigualdad de ingresos, 2006-2012 », Nota técnica de investigación, Economica – CIC, avril 2013, disponible sur : www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/Evoluci%C3%B3n-de-pobreza-y-desigualdad-de-ingresos-2006-2012_SBD_def.pdf.

³⁴ M. Le Quang, « Hilos de continuidad en el voto de oposicion a AP (2009-2017), Panel : Elecciones 2017. Los territorios del voto », FLACSO, 2017 ; M. Le Quang, « Elecciones presidenciales y tendencias politicas, 2009-2013 », *Revista Estado & Comunes*, n° 1, 2013.

sociales dans les provinces elles-mêmes, entre zones urbaines et zones rurales, mais aussi à l'intérieur des villes. Carlos Larrea insiste sur le fait que si Alliance pays attire toujours les classes populaires, ce ne sont pas les populations les plus pauvres qui votent pour Lenín Moreno, mais plutôt les classes moyennes et la partie la plus aisée des classes populaires³⁵. Il met ainsi en évidence un rapprochement entre le comportement électoral des segments de population les plus pauvres et les plus riches dans et autour des grandes villes, qui voteraient plutôt pour l'opposition, ce qui apporte des éléments d'explication à la perte de Quito ou de Guayaquil par Alliance pays, deux villes où les inégalités sociales sont fortes. Un clivage apparaît également entre territoires ruraux et urbains : figurant parmi les populations ayant le plus bénéficié des politiques gouvernementales, les zones rurales ont plus voté pour Alliance pays que les zones urbaines les plus pauvres. Au-delà du clivage régional, ces éléments révèlent un électorat fragmenté et polarisé par le corrésisme, sensible aux conséquences de la crise économique (consécutive à la chute des cours des matières premières) depuis 2015, et mettent en évidence de « nouvelles configurations régionales flexibles »³⁶.

Faiblesse de l'opposition et volatilité de l'électorat

Malgré l'essoufflement du modèle économique néo-extractiviste porté par Rafael Correa, la victoire du parti Alliance pays et la difficulté que rencontrent les instituts de sondages pour estimer le report des voix entre candidats entre les deux tours de l'élection de 2017 témoignent surtout de la fragmentation de l'opposition et de son incapacité à fidéliser un électorat dont la volatilité est de plus en plus grande. Si le principal clivage partisan s'exprime toujours en termes de droite et de gauche, l'évolution des votes par parti entre 2006 et 2017 révèle une forte chute du soutien accordé aux candidats traditionnels tels qu'Alvaro Noboa (Parti rénovateur institutionnel d'action nationale, centre droite, parti disparu) ou Lucio Gutiérrez (Parti société patriotique, droite), dont l'électorat diminue drastiquement entre l'élection de 2009 et celle de 2013. Ainsi, il est possible d'affirmer que si Correa gagne dans les provinces du centre de la Cordillère (Bolívar, Chimborazo, Tungurahua et Cotopaxi) en 2013, il le doit plus à l'affaiblissement de la position de Lucio Gutiérrez dans ces territoires qu'au renforcement de la position d'Alliance pays. Le candidat Guillermo Lasso, qui émerge en 2013 avec un nouveau parti libéral-conservateur, le mouvement CREO, participe à l'érosion des votes de Lucio Gutiérrez, avant de s'affirmer comme le principal candidat de droite en 2017, en faisant alliance avec le parti de centre droite SUMA. La fragmentation partisane est cependant très élevée dans l'opposition : sur huit candidats, quatre défendent des positions de droite.

A l'issue du premier tour de 2017, l'enjeu résidait dans le report de voix des troisième et quatrième candidats, à savoir Cynthia Viteri (Parti social-chrétien, droite, 16,3 % des voix) et Paco Moncayo (Alliance des gauches³⁷, 6,7 % des voix). Ce report des voix est très difficile

³⁵ Voir l'interview accordée par Carlos Larrea à la revue *Vistazo* le 23 mars 2017 : www.vistazo.com/seccion/edicion-impresa/carlos-larrea-el-comportamiento-electoral-es-menos-predecible.

³⁶ Voir C. Larrea, « Configuración regional y social del voto en Ecuador : 2002-2011 », art. cité.

³⁷ Paco Moncayo, ancien militaire, est le candidat d'une alliance regroupant le parti Gauche démocratique, Unité populaire et le mouvement indigène Pachakutik.

à estimer de manière précise, dans la mesure où aucune tendance ne se dégage clairement à l'analyse des résultats du second tour. Si l'électorat de Cynthia Viteri se situe principalement dans les provinces côtières de Guayas, El Oro et Los Rios, remportées par la suite par Lenín Moreno, elle compte également de nombreux électeurs dans les provinces montagneuses de Carchi (19,7 %) et Cañar (17,8 %), dont la plupart des cantons ont été gagnés par Guillermo Lasso. De plus, les cantons remportés par Cynthia Viteri à El Oro au premier tour (Atahualpa et Zaruma) l'ont été au second tour par CREO-SUMA. Il est aussi très difficile d'identifier des tendances claires dans le comportement électoral des femmes (pour lequel on dispose de statistiques précises par bureau de vote en Equateur), car l'important électorat féminin de Cynthia Viteri (57 %) semble avoir voté autant pour Lenín Moreno que pour Guillermo Lasso. Dans le cas des électeurs de Paco Moncayo, concentrés dans les provinces montagneuses de Pichincha, Cotopaxi, Tungurahua, Cañar et dans la province amazonienne de Orellana, le report de voix est lui aussi difficile à estimer dans la mesure où il s'agit de territoires où Alliance pays s'est précisément trouvée en difficulté. L'analyse des clivages partisans conduit ainsi plutôt à conclure à l'incapacité des partis de gauche à s'articuler et à fournir une alternative de gauche autre que celle incarnée par Alliance pays.

L'élection présidentielle de 2017 est donc difficilement comparable à d'autres scrutins en Equateur, et ce à différentes échelles. L'échec d'Alliance pays aux élections municipales de 2014 n'a pas permis d'anticiper les résultats des présidentielles, car peu de régularités entre les deux scrutins ont pu être identifiées. On peut également constater l'expression d'un comportement électoral national pour les deux partis majoritaires qui dépasse les clivages régionaux, mais aussi locaux, ou la personnalisation politique. Il n'est ainsi pas anodin que le candidat élu, Lenín Moreno, ait perdu les élections dans sa province d'origine, l'amazonienne Orellana³⁸. Malgré sa victoire nationale, la forte contestation des résultats de l'élection par l'opposition, tout comme les débuts très tendus de son gouvernement témoignent de sa position très délicate et d'un risque d'instabilité politique croissant. Quelques mois après sa prise de fonction, le premier président de l'ère post-Correa a perdu son vice-président (et ancien vice-président de Rafael Correa) Jorge Glas, poussé à la démission à la suite d'accusations de corruption dans le cadre de l'affaire Odebrecht³⁹. En décembre 2017, il s'est retrouvé également exclu de son propre parti⁴⁰ en raison de l'annonce d'un projet de référendum visant à faire valider par la population une série de propositions contraires aux actions menées par Correa. Parmi celles-ci, la réforme de la Constitution visant à interdire à tout président de se faire réélire plus d'une fois, et des mesures pour contrôler ou interdire l'exploitation minière et pétrolière dans les réserves de Yasuni et sur d'autres territoires. Les tensions internes au parti Alliance pays mettent donc bien en évidence que la continuité de cette organisation partisane n'est pas du tout assurée. Loin de pouvoir crier victoire, elle se trouve à un moment charnière où elle est obligée de se réinventer et de s'autonomiser par rapport à Rafael Correa afin de pouvoir assurer la relève.

³⁸ Même s'il remporte quand même le canton de Nueva Rocafuerte, dont il est originaire.

³⁹ Voir « Se mantiene prisión preventiva de Jorge Glas, en caso Odebrecht », *El Universo*, 13 octobre 2017.

⁴⁰ « Rafael Correa : Alianza Pais va a "expulsar" a Lenín Moreno del movimiento », *El Universo*, 23 novembre 2017.